

## 1993 ou l'enlisement de l'économie mondiale

Maxime Durand, *Inprecor* n°368, avril 1993.

L'examen de la situation actuelle de l'économie mondiale confirme le pronostic que l'on pouvait faire il y a un peu plus d'un an<sup>1</sup> : « il ne s'agit donc pas d'un effondrement, mais plutôt d'un enlisement progressif de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale ». Dans cet examen de la conjoncture, on laissera de côté les pays de l'Est et du Tiers Monde pour se concentrer sur les modalités de cette stagnation dans les principales métropoles capitalistes.

### L'étouffement de la croissance

L'année 1992 a de nouveau été une année de croissance médiocre, à peine supérieure aux mauvais résultats de 1991. Cependant, il n'y a pas eu de récession généralisée comme en 1980-82 en ce sens que tous les grands pays n'ont pas reculé en même temps. Ce sont les pays-phares du libéralisme qui ont le plus chuté, et le bilan des politiques menées au Royaume-Uni, mais aussi au Canada, apparaît économiquement très mauvais et socialement catastrophique. Les Etats-Unis ont réussi à stabiliser leur économie après le recul de 1991, la France et l'Italie ont maintenu une petite progression, tandis que le Japon freinait assez brutalement et que l'Allemagne connaissait un nouveau ralentissement (Tableau 1).

Tableau 1. Croissance du Pib

	1983-1989	1990	1991	1992	1993
USA	3,9	0,8	-1,2	1,8	2,4
Japon	4,6	5,2	4,4	1,8	2,3
Allemagne	2,7	4,8	3,7	1,4*	1,2*
France	2,1	2,2	1,2	1,9	1,6
Italie	3,1	2,2	1,4	1,2	0,8
Royaume-Uni	3,5	0,5	-2,2	-1,0	1,3
OCDE	3,7	2,4	0,8	1,5	1,9

\* ensemble de l'Allemagne. Source : OCDE

Ce ralentissement généralisé s'est évidemment accompagné d'une remontée des taux de chômage. Ceux que publient l'OCDE ne donnent qu'une image imparfaite de la dégradation du marché du travail qui prend dans tous les pays des formes très diversifiées (temps partiel contraint, petits boulots, précarité, intérim et sous-traitance, etc.). Mais le mouvement est sans ambiguïté à la hausse, et il frappe particulièrement les pays européens. Les pays membres de l'OCDE comptent aujourd'hui un total de 32 millions de chômeurs et ce nombre devrait augmenter tout au long de cette année pour atteindre près de 34 millions.

Cette situation va conduire probablement à un alignement progressif vers les politiques socio-économiques les plus dures. L'un des phénomènes nouveaux en Europe est en effet que les pays qui semblaient le mieux résister au chômage et pouvaient à ce titre être présentés comme des "modèles" à étudier sont en train de plonger à leur tour. Le cas de la Suède est très net, puisque la perte du pouvoir par les sociaux-démocrates a signifié un tournant vers des politiques plus "classiques" qui ont immédiatement entraîné un

---

<sup>1</sup> voir *Inprecor* n°346 du 14 février 1992.

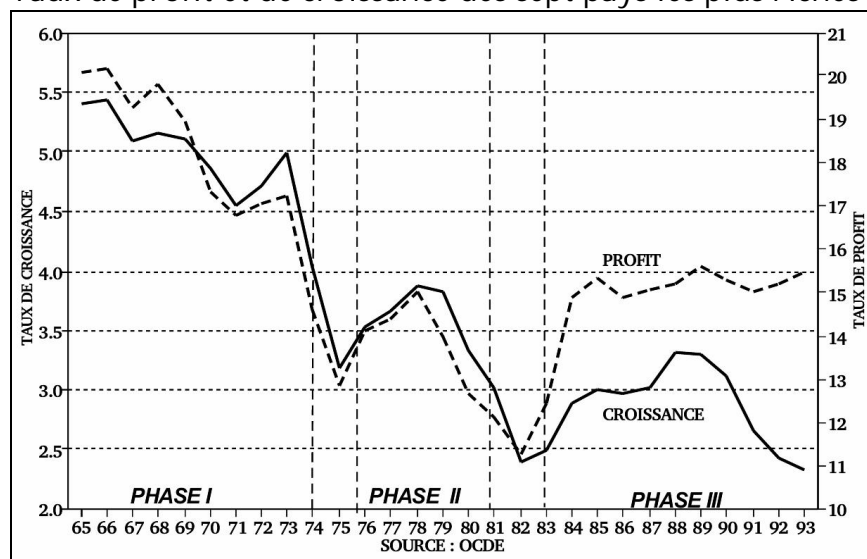
accroissement violent du taux de chômage : celui-ci est passé de 1,5 % en 1990 à 5 % en 1992, et l'OCDE prévoit 6,5 % pour 1993. Même en Suisse, où le taux de chômage était encore il y a peu de l'ordre d'un demi pour cent, on prévoit pour 1998 un taux de 3,8 % : cela veut dire qu'en moins de trois ans, plus de 3 % des actifs auront été mis au chômage.

Mais c'est le tournant qui est en train de se prendre en Allemagne qui est le plus lourd de conséquences. Jusque là, la puissance de l'industrie allemande et la qualité de ses produits, garantissaient une compétitivité qui ne reposait pas sur une pression systématique exercée sur la masse salariale. Les salaires allemands restent élevés et c'est l'un des pays européens qui réussissait à mieux contrôler le chômage et où les syndicats avaient pu avancer vers une réduction de la durée du travail. Mais l'unification a déclenché une onde de choc économique et financière dont les effets vont commencer à se faire sentir du côté des pratiques patronales. Des licenciements massifs sont ainsi annoncés dans la sidérurgie et prévisibles dans une industrie automobile en crise. Les acquis obtenus du point de vue de la réduction du temps de travail risquent d'être remis en cause et le chômage dans l'ex-RDA va finir par peser sur l'emploi et les salaires de l'ensemble des salariés européens.

### Les raisons de l'enlissement

Le graphique ci-dessous permet d'illustrer assez simplement les caractéristiques spécifiques de la phase actuelle de fonctionnement de l'économie mondiale. Ce que l'on a pu appeler décennie libérale débute par un rétablissement très net du taux de profit qui s'opère dans la première moitié des années quatre-vingt. Dans le même temps la croissance reprend de manière hésitante puis, à partir de 1988-89, elle semble redémarrer réellement. L'OCDE pouvait alors tenir un discours triomphaliste sur lequel il n'est pas sans intérêt de revenir. Dans les Perspectives économiques de juin 1989, on pouvait lire : « La situation économique des pays de l'OCDE est maintenant beaucoup plus satisfaisante qu'elle ne l'était au début des années 80 (...) Les gouvernements des pays Membres peuvent, pour les dix ans à venir, s'appuyer sur ces résultats - dus tout à la fois aux politiques mises en oeuvre pendant les années 80 et au renforcement de la coopération internationale - pour promouvoir une croissance durable et créatrice d'emplois tout en contenant l'inflation à un faible niveau ».

Taux de profit et de croissance des sept pays les plus riches



Il n'a pas été besoin d'attendre dix ans pour voir disparaître ce qui n'était qu'une illusion d'optique : les taux de croissance sont rapidement revenus à des niveaux très bas et il faut voir là le véritable résultat des politiques menées. C'était d'ailleurs prévisible. A peu près à la même époque, nous avons par exemple formulé un diagnostic beaucoup plus correct : « Dans la mesure où la reprise actuelle est très largement tirée par l'investissement, elle ne saurait s'auto-entretenir durablement. Assez rapidement le rythme de croissance de l'économie mondiale devra redescendre au niveau rendu possible par les règles du jeu capitaliste. »<sup>2</sup>

La dimension principale du ralentissement actuel est en effet l'insuffisance des débouchés du côté de la demande salariale, et c'est bien l'un des résultats typiques d'une politique d'austérité. On voit donc resurgir, de manière très crue, une crise perlée de surproduction qui donne lieu à une configuration originale, où un taux de profit rétabli à un niveau relativement élevé cohabite avec une demande amorphe. Disons tout de suite que cette situation ne peut se prolonger indéfiniment : le poids des capacités inemployées va finir par peser sur les conditions de la rentabilité et le taux de profit devrait peu à peu se retourner à la baisse.

### L'éclatement de Maastricht

Pour les Européens, 1993 devait être une année faste, avec l'ouverture du Grand Marché et la ratification du Traité de Maastricht. En réalité, le panorama est radicalement différent. L'Europe s'installe dans le chômage et la voie proposée pour son unification a montré qu'elle conduisait à une impasse. Le Système Monétaire Européen n'est pas seulement en crise, il a été littéralement pulvérisé puisque la livre, la lire, la peseta et l'escudo ont dévalué dans des proportions qui ont fait craquer le corset monétaire. Seules la France et l'Allemagne (avec ses satellites rattachés au mark que sont la Belgique et les Pays-Bas) maintiennent tant bien que mal la perspective d'une Union Monétaire. Mais les différences de trajectoire économique sont si importantes que l'on voit mal comment pourrait être maintenu durablement un taux de change que tout le monde commence à considérer comme insoutenable, non pas tant en raison d'arguments économiques, que pour des raisons de crédibilité politique.

Le Traité de Maastricht fixait des normes à respecter par chaque pays européen afin d'assurer leur convergence. Le fait nouveau et symbolique est qu'aucun pays (à l'exception peut-être du Luxembourg) ne réussira en 1993 à satisfaire à ces critères. Même la France, qui apparaissait comme le bon élève, va voir son déficit budgétaire dépasser la barre fatidique des 3 % du PIB, et c'est d'ailleurs sans doute déjà le cas. Les dévaluations en chaîne ont ouvert, entre des pays qui devaient aller vers une monnaie unique, un processus de guerre commerciale dont personne ne maîtrise les effets en chaîne.

### L'aiguïsement de la concurrence

Les indices se sont multipliés au cours des derniers mois : on assiste à une montée du protectionnisme. Le blocage des négociations du GATT, les mesures unilatérales prises par Clinton, la tendance renouvelée aux restructurations industrielles et aux délocalisations dominent l'actualité récente. La cacophonie des taux d'intérêt qui ont commencé à baisser

---

<sup>2</sup> Maxime Durand, « [La crise est un long fleuve tranquille](#) », *Critique communiste* n°82, février 1989.

aux Etats-Unis et au Japon mais restent tirés vers le haut par l'alignement sur le mark en Europe ajoutée à une situation qui apparaît de plus en plus incontrôlée. Indépendamment des péripéties locales, il faut bien en comprendre la cause profonde. On touche là aux limites et aux contradictions évidentes d'une "sagesse" qui consiste, pour l'immense majorité des pays de la planète, à vouloir comprimer leurs salaires pour vendre plus aux autres. Pas besoin d'avoir le prix Nobel pour prévoir que ces politiques raisonnables pour chaque pays pris séparément ne peuvent déboucher sur autre chose que sur le ralentissement global de la croissance.

Or cette contradiction émerge dans un contexte qui se caractérise à la fois par un degré d'internationalisation très élevé, et par l'absence d'institutions régulatrices. La globalisation dont on parle tant aujourd'hui signifie qu'il y a de moins en moins de secteurs à l'abri d'une concurrence provenant de points éloignés du globe, et que les progrès de la technologie permettent de faire peser directement sur l'activité économique. Certes, il ne faut pas surestimer le potentiel de transferts vers les zones à bas salaires, qu'il s'agisse des pays de l'Est ou du Tiers Monde. Les coûts salariaux ne sont pas en effet les seuls arguments de la compétitivité : il y a aussi la maîtrise des technologies et des compétences. Et il y a des limites encore plus objectives au déplacement en bloc d'industries qui tiennent aux résistances sociales ainsi qu'à la nécessité de rester à proximité des marchés. La montée du chômage ne doit donc pas être imputée principalement à la concurrence des pays à bas salaires : elle résulte avant tout des politiques d'austérité salariale menées dans les pays riches eux mêmes.

#### Désagrégation étendue

Cette mise en contact de zones à niveaux de salaires différents se fait dans l'anarchie la plus complète. Même si la pression exercée reste périphérique, la confrontation avec les produits à bas prix exerce un effet de désagrégation bien plus étendu que son influence immédiate. Et il s'agit d'un processus qui conduit à une situation où tout le monde perd. Si les pays développés mettent en oeuvre des politiques visant à aligner leurs salaires sur ceux du Tiers Monde, ils ne réussiront qu'à étouffer encore un peu plus la demande, ce qui à terme ne peut avoir que des effets en retour détestables sur les pays du Tiers Monde pris dans leur ensemble. La capacité d'absorption des pays riches est limitée et leurs importations ne peuvent fournir un débouché suffisant à tous les pays en développement. Le bon sens consisterait à dire que les relations économiques entre des zones tellement disparates du point de vue des niveaux de productivité devraient être réglées non pas par le jeu aveugle du marché mais par des formes de planification des échanges visant à stabiliser les prix relatifs et à organiser sur une base maîtrisable la division internationale du travail. Il s'agirait d'éviter à la fois le "dumping social" et la mise en place de barrières protectionnistes tournées contre les plus pauvres.

Comme le capitalisme est un système par nature concurrentiel, on assiste à une évolution où l'on a à la fois le dumping social et le protectionnisme. La contradiction est en train de se régler par l'émergence d'une structure tripolaire de l'économie mondiale où chacun de "centres" (Etats-Unis, Japon et Europe) organise de manière hiérarchisée sa chaîne de production, l'exemple le meilleur étant l'Asie du Sud-est, tout en cherchant à se protéger de la concurrence des autres pôles. Mais ce dispositif est incomplet, peu cohérent en Europe, et il ne répond pas à tous les problèmes posés. Vis-à-vis des pays de l'Est, il existe aujourd'hui un véritable trou noir quant à la place qu'ils sont appelés à occuper dans un tel dispositif. Cette structure bancal de l'économie mondiale débouche sur l'apparition de

conflits violents, locaux, sectoriels, qui correspondent aux trous du dispositif. Le fait que les conflits de classe et les guerres interimpérialistes laissent la place à des mouvements sociaux plus catégoriels et à des affrontements infra-nationaux, correspond assez bien à ces déséquilibres économiques, même s'il faut évidemment se garder de tout mécanisme. Les tendances multiformes au fractionnement vont donc dominer durablement la période.

### Vers l'étouffement de la reprise

Dans ce contexte récessif, il est nécessaire de comprendre les raisons qui s'opposent à la mise en oeuvre de politiques de relance budgétaire. Les deux raisons essentielles sont d'une part l'absence de coordination des politiques économiques que l'on a déjà signalé, et d'autre part le poids de l'endettement public. Dix ans de politiques libérales n'ont en effet pas réussi à assainir les finances publiques - à l'exception du Japon qui, justement, engage une relance budgétaire. Dans les principaux pays le solde des finances publiques fait apparaître un déficit qui va croissant dans le temps. Les politiques libérales, dont c'est pourtant l'un des objectifs systématiques, n'ont donc pas débouché sur un meilleur équilibre des finances publiques. Pourquoi ?

La réponse diffère selon les pays. Ainsi, dans le cas de l'Allemagne, le coût de la réunification apparaît clairement dans l'évolution du budget. Ailleurs, la dégradation résulte de plusieurs contradictions combinées. Le freinage de l'activité, subi ou voulu, s'accompagne inévitablement d'une perte de recettes plus que proportionnelle : la façon dont l'estimation du déficit budgétaire s'est creusée en France au cours des derniers mois est un bon exemple de ce genre de dérapage. Les tentatives de réduire la taille de l'Etat se traduisent assez logiquement par une stagnation, voire un recul des recettes fiscales qui tendent à rendre plus difficile le bouclage du budget. A cela il faut ajouter le fardeau que représentent des taux d'intérêt réel extrêmement élevés, surtout en Europe. Le financement du déficit, suppose une croissance de l'endettement public, et donc de la charge d'intérêts. Dans un pays comme l'Italie, ce phénomène cumulatif aboutit à une véritable faillite de l'Etat, à laquelle s'ajoute la mise à nu de la corruption pure et simple. Mais surtout, ces tendances au déficit montrent, et c'est un point positif, qu'il existe malgré tout de formidables résistances sociales à une mise en cause substantielle de ce que l'on avait coutume d'appeler Etat-Providence. Certes, la structure des recettes s'est modifiée un peu partout dans le sens d'une plus grande inégalité, en raison notamment de la concurrence pour attirer et maintenir les capitaux, mais la taille de l'Etat n'a nulle part reculé significativement. Son financement est alors l'un des obstacles d'ordre socio-politique à une politique de relance. Cet aspect des choses est une bonne illustration du profil général de l'affrontement entre classes depuis l'entrée en crise. Même si la direction est clairement annoncée par les libéraux, leur offensive ne prend pas la forme d'un choc frontal mais plutôt d'un grignotement diffus qui ne réussit pas à déboucher sur un véritable assainissement des finances de l'Etat. Au contraire, à un niveau plus politique, cette résistance prend la forme d'une nouvelle tendance à la légitimité de l'intervention publique, que tout le projet idéologique et politique des cercles libéraux tendait à éroder. Le clintonisme est l'expression de cette nouvelle configuration : une volonté de réactiver l'intervention de l'Etat, sans les moyens d'aller très loin dans ce sens. Ce sont des raisons du même ordre qui expliquent l'incapacité du gouvernement britannique à relancer une économie pourtant sinistrée.

Dans l'immédiat, il est cependant impossible de pronostiquer une nouvelle récession généralisée définie comme une chute brutale et simultanée de la production dans l'ensemble des pays industrialisés. L'économie américaine semble avoir retrouvé depuis quelques mois une tendance plus favorable et devrait effectivement soutenir l'économie mondiale au cours de l'année 1993. Le programme de relance japonais devrait également commencer à faire sentir ses effets.

Mais il s'agit là de fluctuations cycliques qui n'impliquent pas une réelle sortie de cette longue période de croissance lente. Les mêmes contradictions continueront à jouer et la persistance du chômage de masse vont peser dans le sens d'un durcissement des conflits de classe. Le retournement des politiques patronales en Allemagne en est l'indice le plus net. C'est pourquoi, au-delà du suivi de la conjoncture au jour le jour, les mois et les années à venir vont être décisifs quant à la possibilité de voir émerger un mouvement social porteur d'un projet positif. L'alternative est assez claire : soit la résignation au chômage et le repliement sur l'illusion de solutions locales (avec une composante nationaliste dont on voit trop bien la logique), soit la montée et la coordination de l'aspiration des travailleurs à faire fonctionner l'économie autrement, autour d'une exigence centrale, celle d'une réduction massive de la durée du travail.